

RCS : VERSAILLES

Code greffe : 7803

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VERSAILLES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 03841

Numéro SIREN : 831 332 697

Nom ou dénomination : MBCC Holding

Ce dépôt a été enregistré le 18/02/2022 sous le numéro de dépôt 4418

ROBERT COHEN

Expert-Comptable Diplômé

Inscrit au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Paris

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie de Paris

MBCC HOLDING

Société par Actions Simplifiée au Capital de 100 €uros

2, rue René Aubert

78000 Versailles

RCS VERSAILLES 831 332 697

**APPORTS EN NATURE EFFECTUES
PAR MONSIEUR PATRICE CORTEEL
A LA SOCIETE MBCC HOLDING**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS
sur la valeur des apports en nature envisagés**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS
SUR LA VALEUR DES APPORTS EFFECTUES

Par Monsieur Patrice CORTEEL

A la société MBCC HOLDING

Monsieur,

En exécution de la mission qui m'a été confiée par décision de l'associé unique de la société **MBCC HOLDING** en date du 31 janvier 2022, je vous présente mon appréciation sur la valeur des apports en nature envisagés par Monsieur Patrice CORTEEL à la société **MBCC HOLDING**.

Les actifs apportés ont été arrêtés par Monsieur Patrice CORTEEL et la société **MBCC HOLDING** représentée par Monsieur Patrice CORTEEL, Président et seul associé de la société **MBCC HOLDING**, dans le projet de contrat d'apport de biens en nature qui a été mis à ma disposition.

Il m'appartient d'exprimer mes conclusions sur le fait que la valeur n'est pas surévaluée. A cet effet, j'ai effectué mes diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie des Commissaires aux Comptes applicables à cette mission. Cette doctrine professionnelle requière la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier d'une part la valeur des apports, à m'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins au nominal des parts sociales à émettre par la société bénéficiaire des apports, d'autre part, à apprécier les avantages particuliers stipulés.

Je précise qu'à aucun moment dans ma mission, je me suis trouvé dans l'un des cas visés par les dispositions légales définissant les incompatibilités, interdictions ou déchéances d'exercer les fonctions de Commissaire aux Apports.

Le présent rapport, qui a pour objet de vous rendre compte de cette mission, comprend trois parties :

- la description de l'opération envisagée,
- les vérifications et appréciations de la valeur des apports
- ma conclusion sur les apports effectués.

1. Description de l'opération

Dans le cadre d'une opération de regroupement patrimonial,

- Monsieur Patrice CORTEEL, envisage d'apporter en nature ses **3 772 425 actions** détenues en pleine propriété, sur les **3 772 425 actions** détenues en pleine propriété dans la société **CONIX SERVICES** pour une valeur de **757.277,78 euros** (Sept Cent Cinquante Sept Mille Deux Cent Soixante Dix Sept Euros et 78 centimes) à la société **MBCC HOLDING** en vue de l'augmentation de son capital social (apport en nature).

La société **MBCC HOLDING**, Société par actions simplifiée au capital de 100 €uros, divisé en 100 actions de 1 € de nominal (entièrement libérées), sise au 2 rue René Aubert à Versailles (78000), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 831 332 697, a pour objet, au vu des statuts à jour :

La société a pour objet, en France et à l'étranger :

- L'acquisition, la prise à bail, la gestion, la location, l'administration et la vente de tous biens mobiliers et immobiliers.
- La transaction et le conseil en acquisition, vente et location de tous biens mobiliers, immobiliers ou fonds de commerce.
- La construction, la réfection, la rénovation, la réhabilitation et plus généralement la mise en valeur de tous biens mobiliers et immobiliers ;
- La souscription de tous emprunts nécessaires à la réalisation de cet objet, mise en place de toutes sûretés réelles ou autres garanties nécessaires à la souscription de ces emprunts ;
- L'acquisition, la gestion, la cession et la prise de participation dans toutes personnes morales dont l'objet social est connexe ou similaire à l'objet social de la société ;
- et plus généralement, toutes opérations mobilières, immobilières, financières, commerciales ou industrielles se rattachant, directement ou indirectement, en totalité ou en partie, à l'un des objets précités ou à tous objets similaires ou annexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

La société **CONIX SERVICES**, société par Actions Simplifiée au capital de 6 488 251,40 €uros, divisé en 64 882 514 actions ordinaires et de même catégorie de 0,10 € de nominal, sise au 2 rue Maurice Hartmann à Issy les Moulineaux (92130), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 501 216 824, a pour objet, au vu des statuts mis à jour le 27 juin 2018 :

La Société a pour objet :

- La prise de participations, de droit ou d'intérêts dans toutes sociétés ou entreprises françaises ou étrangères, créées ou à créer, et ce, par tous moyens, notamment par voie de souscription, d'achat de parts sociales ou d'actions, d'apport, de fusion, etc...,
- La gestion et la valorisation de ces participations,
- La réalisation, au profit des sociétés ou entreprises dans lesquelles elle détient une participation, de toutes prestations de services, notamment prestations financières, comptables, administratives, informatiques,

Et plus généralement toutes opérations financières, industrielles, commerciales, mobilières ou immobilières se rattachant ou concourant directement ou indirectement à la réalisation de cet objet et de tous objets similaires ou connexes.

Il est à noter que la société **MBCC HOLDING** a une activité de holding, et qu'elle est détenue à ce jour dans son intégralité par Monsieur Patrice CORTEEL, ainsi la composition restera identique après approbation de l'apport envisagé.

2. Vérifications effectuées et appréciation de la valeur de l'apport

2.1. Vérifications et travaux effectués

Conformément à la mission qui m'a été confiée, j'ai effectué les diligences que j'ai estimées nécessaires selon les normes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes. Ces travaux relèvent uniquement d'un examen limité, complété de contrôles particuliers.

Je me suis entretenu avec Monsieur Patrice CORTEEL, Président de la société **MBCC HOLDING** et Associé de la société **CONIX SERVICES** et ses conseils, afin de prendre connaissance des éléments apportés.

J'ai validé et analysé les comptes présentés lors de leur dernière clôture fiscale, sociaux et consolidés,

J'ai analysé les approches de valorisations de la société, selon les méthodes de l'**Actif Net Réévalué**, de l'**EBITDA**, la méthode du **Price Earning Ratio** (comparaison avec des sociétés cotées de même activité), ayant été écartée.

2.2. Appréciation de la valeur de l'apport

2.2.1 Appréciation des méthodes mises en œuvre

La société **CONIX SERVICES**, est une holding détenant des liquidités et des placements financiers et regroupant les activités du Groupe **CONIX**, une société rentable et saine financièrement.

Le chiffre d'affaires du groupe est en croissance, et le CA prévisionnel des années à venir laisse présager une belle évolution.

Le Chiffre d'Affaires du Groupe **CONIX**, société de conseil et d'ingénierie, est assuré via plusieurs clients de renom.

La valeur retenue est basée sur une transaction en cours, valorisant la société **CONIX SERVICES** à une valeur de la société autour de **12 Millions d'euros**, non compris un earn-out prévu pour l'exercice 2022, après certification des comptes.

La société **CONIX** représentant le principal actif de la société **CONIX SERVICES**, l'évaluation des apports retenue, n'appelle pas dans son principe, d'observation de ma part.

S'agissant d'une opération de vente auprès d'acquéreurs tiers à la famille CORTEEL, l'évaluation des apports retenue, n'appelle pas dans son principe, d'observation de ma part.

Pour m'assurer que la valeur réelle des titres apportés n'est pas inférieure à la valeur d'apport proposée, j'ai mis en œuvre des méthodes d'évaluation alternatives qui m'ont paru appropriées.

2.2.1 Approches alternatives mises en œuvre

Les données budgétaires transmises, et l'essor prévu de la société, malgré une conjoncture économique actuelle toujours difficile, confortent les valeurs d'apport envisagées.

2.3. Rémunération de l'apport

Les apports seront rémunérés par :

- l'attribution de **757 277** actions nouvelles au nominal de 1 €, représentant une augmentation de capital de **757 277 €** dans la société **MBCC HOLDING**, sans aucune prime d'apport, ni soulte.

2.4. Régime de l'opération

Le régime de l'opération est le suivant :

- au regard du droit des sociétés, l'opération est un apport en nature pur et simple réalisé dans le cadre d'une augmentation de capital par apports en nature de titres.
- elle prendra effet le jour de l'assemblée approuvant l'opération d'apport. Les actions nouvelles porteront jouissance à compter de cette date. La société **MBCC HOLDING** percevra le fruit de la société dont les titres sont apportés à compter de cette date.

2.5. Avantages particuliers

Je n'ai été informé d'aucun avantage particulier accordé à l'apporteur, à l'occasion de cette opération et je n'en ai relevé à l'occasion de mes contrôles.

3. Conclusion

En conclusion de mes travaux, je suis d'avis que la valeur totale des apports s'élevant à **757.277,78 euros** (Sept Cent Cinquante Sept Mille Deux Cent Soixante Dix Sept Euros et 78 centimes), n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant de l'augmentation de capital dans la société bénéficiaire.

Charenton le Pont, le 10 février 2022



Robert COHEN

Commissaire aux Apports

MBCC HOLDING
Société par actions simplifiée
au capital de 100 euros
Siège social : 2 rue René Aubert – 78000
VERSAILLES
831 332 697 RCS VERSAILLES

PROCES-VERBAL
DES DECISIONS EXTRAORDINAIRES DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 17 FEVRIER 2022

Le 17 Février Deux mil vingt-deux à 14 heures,

Monsieur Patrice CORTEEL, (l' « **Associé Unique** »), propriétaire de l'intégralité des actions de la société MBCC HOLDING (la « **Société** ») a pris les décisions portant sur l'ordre du jour suivant :

- Approbation de l'apport de 3.772.425 titres de la société CONIX SERVICES consentis par Monsieur Patrice CORTEEL et de leur évaluation.
- En vue de rémunérer l'apport susvisé, augmentation du capital d'un montant nominal de 757.277 euros.
- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital.
- Modification corrélative des statuts.
- Pouvoir en vue des formalités.

PREMIERE DECISION
(approbation du contrat d'apport)

L'Associé Unique, après avoir entendu la lecture :

- du traité d'apport en date du 31 janvier 2022 aux termes duquel Monsieur Patrice CORTEEL, a fait apport à la Société de 3.772.425 titres de la société CONIX SERVICES évalués à 757.277 euros ; et
- du rapport du Commissaire aux apports désigné par l'Associé Unique

Approuve cet apport ainsi que son évaluation.

DEUXIÈME DÉCISION

(augmentation de capital par apport en nature)

L'Associé Unique, après avoir entendu la lecture du rapport du Président et du Commissaire aux apports, décide, à titre de rémunération des apports approuvés au titre de la première décision, d'augmenter le capital social de 757.277 euros pour le porter de 100 euros à 757.377 euros au moyen de la création de 757.277 actions nouvelles d'une valeur nominale de 1 euro chacune, entièrement libérées, et attribuées à Monsieur Patrice CORTEEL en rémunération de son apport.

Les actions nouvelles seront dès la date de réalisation définitive de l'augmentation du capital entièrement assimilées aux actions anciennes : elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales.

Ces actions seront négociables dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

TROISIÈME DÉCISION

(modification des statuts)

L'Associé Unique, comme conséquence de l'adoption des décisions précédentes, constate que l'augmentation du capital qui en résulte est **définitivement réalisée** et décide de modifier comme suit les articles «Apports - Rémunération» et «Capital social» des statuts :

« ARTICLE 6 – APPORTS - REMUNERATION »

*A la constitution, il est apporté en numéraire par le soussigné, Patrice Corteel, la somme de 100 euros, correspondant à 100 actions de un (1) euro de valeur nominale composant le capital social souscrite en totalité et libérée à concurrence de sa valeur nominale, ainsi qu'il résulte du certificat du dépositaire, établi par la banque **CIC** située à Rennes (la "**Banque**"). Cette somme a été déposée sur le compte de la Société en formation, à la Banque.*

Aux termes des décisions de l'associé unique du 17 février 2022, Monsieur Patrice CORTEEL a apporté à la Société, sous les garanties ordinaires de fait et de droit les biens ci-après désignés :

- 3.772.425 actions d'une valeur nominale de 0,10 euros représentant 5,81% du capital de la société CONIX SERVICES immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 501 216 824.

Cet apport a été réalisé par un traité d'apport de titre sociaux annexé aux présents statuts.

PC

En rémunération de cet apport évalué à 757.277 € (sept cent cinquante-sept mille deux cent soixante-dix-sept euros), Monsieur Patrice CORTEEL se voit attribuer 757.277 actions ordinaires de 1 € chacune, intégralement libérées.

L'évaluation des apports ci-dessus a été validée au vu du rapport de Monsieur Robert COHEN, Commissaire aux apports désigné par l'associée unique, rapport établi le 10 février 2022.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à sept cent cinquante-sept mille trois cent soixante-dix-sept (757.377) euros, divisé en cent (757.377) actions de un (1) euro de valeur nominale, souscrite et libérée en totalité. »

QUATRIÈME DÉCISION

(pouvoir en vue d'accomplir les formalités)

L'Associé Unique délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé pour servir et valoir ce que de droit.

Patrice CORTEEL, Président et associé unique

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'P. Corteel', with a large, sweeping flourish underneath.

MBCC Holding

Société par actions simplifiée au capital de 757.377 euros
Siège social : 2 rue René Aubert 78000 Versailles

STATUTS

**Mis à jour au terme des décisions extraordinaires de l'associé unique du 17 février
2022**

Certifié conforme

P. Coste

STATUTS

LE SOUSSIGNE :

Patrice Corteel né le 28/07/1969 à Tours (37) de nationalité française, demeurant 2 rue René Aubert 78000 Versailles,
a décidé de constituer une société par actions simplifiée (la « **Société** ») et a établi les statuts suivants :

ARTICLE 1^{er} - FORME

La Société est constituée sous la forme de société par actions simplifiée régie par les dispositions légales en vigueur, celles du Code de commerce et des présents statuts.

La Société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut faire d'offre au public de titres financiers.

Dans tous les cas non visés par les présents statuts, il sera fait application des dispositions en vigueur et notamment celles du Code de commerce.

ARTICLE 2 – DÉNOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale de la Société est : **MBCC Holding**

Tous les actes ou documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "Société par Actions Simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du montant du capital social ainsi que le lieu et le numéro d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet, en France et à l'étranger :

- L'acquisition, la prise à bail, la gestion, la location, l'administration et la vente de tous biens mobiliers et immobiliers,
- la transaction et le conseil en acquisition, vente et location de tous biens mobiliers, immobiliers ou fonds de commerce,
- la construction, la réfection, la rénovation, la réhabilitation et plus généralement, la mise en valeur de tous biens mobiliers et immobiliers ;
- la souscription de tous emprunts nécessaires à la réalisation de cet objet, et la mise en place de toutes sûretés réelles ou autres garanties nécessaires à la conclusion de ces emprunts ;

PL

-l'acquisition, la gestion, la cession et la prise de participation dans toutes personnes morales dont l'objet social est connexe ou similaire à l'objet social de la société ;

-et, plus généralement, toutes opérations mobilières, immobilières, financières, commerciales ou industrielles se rattachant, directement ou indirectement, en totalité ou en partie, à l'un des objets précités ou à tous objets similaires ou annexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

ARTICLE 4 - SIÈGE

Le siège social est fixé 2 rue René Aubert 78000 Versailles.

Il pourra être transféré en tout autre endroit en France par simple décision du Président qui est investi des pouvoirs nécessaires pour modifier en conséquence les statuts, sans qu'il soit besoin d'une ratification par décision de l'associé unique ou des associés.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix neuf (99) années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf en cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévue aux présents statuts.

ARTICLE 6 – APPORTS - REMUNERATION

A la constitution, il est apporté en numéraire par le soussigné, Patrice Corteel, la somme de 100 euros, correspondant à 100 actions de un (1) euro de valeur nominale composant le capital social souscrite en totalité et libérée à concurrence de sa valeur nominale, ainsi qu'il résulte du certificat du dépositaire, établi par la banque **CIC** située à Rennes (la "**Banque**"). Cette somme a été déposée sur le compte de la Société en formation, à la Banque.

Aux termes des décisions de l'associé unique du 17 février 2022, Monsieur Patrice CORTEEL a apporté à la Société, sous les garanties ordinaires de fait et de droit les biens ci-après désignés :

- 3.772.425 actions d'une valeur nominale de 0,10 euros représentant 5,81% du capital de la société CONIX SERVICES immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 501 216 824.

Cet apport a été réalisé par un traité d'apport de titre sociaux annexé aux présents statuts.

En rémunération de cet apport évalué à 757.277 € (sept cent cinquante-sept mille deux cent soixante-dix-sept euros), Monsieur Patrice CORTEEL se voit attribuer 757.277 actions ordinaires de 1 € chacune, intégralement libérées.

PC

L'évaluation des apports ci-dessus a été validée au vu du rapport de Monsieur Robert COHEN, Commissaire aux apports désigné par l'associée unique, rapport établi le 10 février 2022.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à sept cent cinquante-sept mille trois cent soixante-dix-sept (757.377) euros, divisé en cent (757.377) actions de un (1) euro de valeur nominale, souscrite et libérée en totalité.

ARTICLE 8 – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

- 8.1 Toute modification du capital résultant d'une opération d'augmentation, d'amortissement ou de réduction du capital social, requiert une décision collective des associés ou une décision de l'associé unique, dans les formes et conditions des articles 18 et 19 des présents statuts.
- 8.2 En cas d'augmentation du capital social par émission d'actions de numéraire et si la Société comporte plusieurs associés, un droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles est réservé aux associés, dans les conditions édictées par la loi.
- 8.3 En cas de pluralité d'associés et lors de la décision collective d'augmentation de capital, les associés peuvent supprimer le droit préférentiel de souscription en faveur d'une ou plusieurs personnes dénommées, dans le respect des conditions prévues par la loi. Chaque associé peut aussi renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.
- 8.4 Après avoir décidé d'augmenter, d'amortir ou de réduire le capital social, les associés, ou l'associé unique peuvent déléguer au président les pouvoirs nécessaires en vue de réaliser l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital social.

ARTICLE 9 – LIBERATION DES ACTIONS

Les actions de numéraire doivent être libérées au moins de la moitié de leur valeur nominale à la constitution de la Société et du quart de celle-ci lors de la souscription en cas d'augmentation du capital social.

ARTICLE 10 – FORME DES ACTIONS

Les actions émises par la Société ont obligatoirement la forme nominative. Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans les comptes tenus par la Société. Les attestations d'inscription en compte sont valablement signées par le Président ou un Directeur Général, ou par toute autre personne ayant reçu délégation à cet effet.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

re

ARTICLE 11 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

- 11.1 Chaque action donne droit à son porteur, dans l'actif social, les bénéfices et le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.
- 11.2 Chaque action donne, en outre, le droit au vote et à la représentation dans les décisions de l'associé unique ou des associés, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux dans les conditions prévues par les présents statuts.
- 11.3 La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts, aux modifications ultérieures et à toutes décisions des associés ou de l'associé unique.
- 11.4 L'associé unique ou les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.
- 11.5 Les droits et obligations attachés à chaque action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.
- 11.6 Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombres insuffisants ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de se regrouper et de faire leur affaire personnelle de ce groupement et éventuellement de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

ARTICLE 12 – TRANSFERT DES TITRES

12.1 Définitions

Pour l'application des stipulations des articles ci-après, le terme transfert (ci-après un « **Transfert** ») s'entend de tout mode de transmission par un associé de la pleine propriété ou de tout droit démembré (usufruit, nue-propriété) ou détaché d'un ou de plusieurs Titres (tel que ce terme est défini ci-après), à titre gratuit ou onéreux, volontairement ou non et, notamment, la vente, l'échange, la donation, l'apport en nature ou l'apport partiel d'actif par une partie, la fusion d'une partie et toutes opérations assimilées, la scission d'une partie, toute opération entraînant une transmission universelle ou à titre universel de patrimoine d'une partie, l'attribution à titre de distribution d'actifs ou de liquidation, la constitution et la réalisation d'une sûreté ou garantie, la transmission par décès, la liquidation de communauté entre époux et, de manière générale, tout mode quelconque de transfert des Titres. Sera également considérée comme un transfert, la renonciation par un associé à l'exercice de son droit préférentiel de souscription au profit d'une personne dénommée.

Le terme titre (ci-après un « **Titre** ») désigne toute action, valeur mobilière émise par la Société et susceptible de donner lieu, immédiatement ou à terme (après

74

conversion, exercice échange ou selon toute autre modalité), accès au capital de la Société. Par extension, seront également considérés comme des titres les droits de souscription dont bénéficieront les porteurs de valeurs mobilières émises par la Société, qu'ils soient à titre préférentiel ou non.

12.2 Modalités de Transfert des Titres

Le Transfert des Titres s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement dénommé «registre de mouvements».

Les dispositions des articles 12.3 et 12.4 ne sont pas applicables lorsque la Société ne comporte qu'un Associé unique.

12.3 Agrément

Les Titres de la Société ne peuvent être cédés y compris entre associés qu'après agrément préalable donné par le Président de la Société.

La demande d'agrément doit être notifiée au Président par lettre recommandée avec avis de réception. Elle indique le nombre de Titres dont le Transfert est envisagé, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale, les informations suivantes dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

La décision du Président sur l'agrément doit intervenir dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification de la demande visée ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si aucune réponse n'est parvenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, le Transfert projeté est réalisé par l'associé cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le Transfert des Titres au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans les quinze (15) jours de la notification de la décision d'agrément, à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément, la Société doit dans un délai de trois (3) mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les Titres du cédant soit par des associés, soit par des tiers.

Lorsque la Société procède au rachat des Titres du cédant, elle est tenue dans les six (6) mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des Titres par un tiers ou par la Société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

12.4 Nullité des Transferts de Titres

Tout Transfert de Titres effectué en violation du présent article 12 ci-dessus est nul.

ARTICLE 13 – PRESIDENT

13.1 La Société est gérée et administrée par un président, personne physique ou morale. Le président peut être choisi parmi les associés ou en dehors d'eux. Lorsqu'une personne morale est nommée président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent la même responsabilité civile et pénale que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

13.2 Le président est nommé avec ou sans limitation de durée par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés. Il est rééligible. Il est révoqué ad nutum par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés dans les conditions visées à l'article 19 ci-après, sans qu'aucune indemnité ne lui soit due.

13.3 Le président recevra la rémunération qui sera jugée appropriée par l'associé unique ou par décision collective des associés, étant entendu cependant que, dans tous les cas, les frais qu'il encourt dans l'exercice de ses fonctions pourront lui être remboursés contre remise de justificatifs.

13.4 La Société pourra consentir des prêts, des découverts, des comptes courants, des cautions et des avals à son président si celui-ci est une personne morale.

ARTICLE 14 – POUVOIRS DU PRESIDENT

14.1 Le président représente la Société à l'égard des tiers et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il doit exercer ces pouvoirs dans le respect de la loi et des règlements en vigueur et des présents statuts, et agir dans l'intérêt de la Société, étant précisé que le président peut déléguer les pouvoirs qu'il juge convenables, par mandats spéciaux et temporaires, à toute personne qui peut être associée ou non.

14.2 Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances ; cependant, la seule publication des statuts ne suffit pas à constituer cette preuve.

7C

- 14.3 Le président peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et les présents statuts.
- 14.4 Le président est l'organe social auprès duquel les Délégués du Comité d'Entreprise exercent les droits définis par l'article L 2323-66 du Code du travail.

ARTICLE 15 – DIRECTEUR GENERAL

- 15.1 Sur proposition du président, l'associé unique ou les associés peuvent selon les conditions prévues aux articles 18 et 19 nommer un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales, associés ou non, disposant à l'égard de tiers des mêmes pouvoirs de représentation que le Président.

Les pouvoirs du directeur général peuvent être limités à titre interne.

- 15.2 Le directeur général est révocable à tout moment par décision de l'associé unique ou des associés en cas de pluralité d'associés.
- 15.3 La rémunération du directeur général sera fixée par le président. Il aura droit au remboursement de ses frais sur présentation des justificatifs.
- 15.4 En cas de décès, démission ou empêchement du président, le directeur général conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

ARTICLE 16 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

- 16.1 Toute convention intervenue directement ou par personne interposée entre la Société et son président ou l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par la loi.

Toutefois, par dérogation, lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention de ces conventions au registre des décisions.

- 16.2 Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales. Ces dernières conventions sont communiquées au commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.
- 16.3 Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président de la Société dans les conditions déterminées par ledit article, conformément à l'article L. 227-12 dudit Code.

ARTICLE 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

20

Si les conditions légales et réglementaires de nomination de Commissaire aux Comptes titulaire et suppléant sont remplies, les Commissaires aux Comptes de la Société seront désignés pour une durée de six (6) exercices, leurs fonctions expirant après la décision collective des associés ou de l'associé unique statuant sur les comptes clos six exercices plus tard.

ARTICLE 18 – DOMAINES RESERVES AUX DECISIONS DES ASSOCIES OU DE L'ASSOCIE UNIQUE

Une décision du ou des associés est nécessaire notamment pour les actes et opérations énumérés ci-dessous :

- i. augmentation, réduction ou amortissement de capital social ;
- ii. fusion, scission, apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions, liquidation ou dissolution ;
- iii. modification des présents statuts, sauf pour le transfert du siège social en France ;
- iv. approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- v. toute distribution faite à l'associé unique ou aux associés à l'exception des acomptes sur dividendes ;
- vi. nomination et révocation du président, et détermination de sa rémunération ;
- vii. nomination et révocation d'un ou plusieurs directeurs généraux délégués ;
- viii. nomination des commissaires aux comptes titulaires et suppléants ;
- ix. transformation en une société d'une autre forme.

ARTICLE 19 - DÉCISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES

- 19.1 Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi et les présents statuts à la collectivité des associés.
- 19.2 Les droits de vote attachés aux actions sont proportionnels à la quotité de capital qu'ils représentent et chaque action donne droit à son détenteur à une voix.
- 19.3 En cas de pluralité d'associés, les décisions des associés sont prises à l'initiative du président ou, à défaut, à la demande de tout associé (un « demandeur »). Dans ce dernier cas, le président, s'il n'est pas associé, est avisé de la même façon que les associés.
- 19.4 Les décisions de l'associé unique sont prises à l'initiative du président ou, à défaut, à la demande de l'associé unique. Dans ce dernier cas, le président en est avisé.
- 19.5 L'ordre du jour en vue des décisions collectives des associés est arrêté par l'auteur de la convocation.

7c

- 19.6 Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les règles relatives aux décisions collectives des associés (convocation, vote, majorité) ne sont pas applicables.
- 19.7 Si la Société ne comporte qu'un seul associé, le ou les commissaires aux comptes sont avisés dans les meilleurs délais de la décision projetée par celui qui en a eu l'initiative.
- 19.8 En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix du demandeur, en assemblée générale (soit au siège social, soit en tout autre endroit désigné dans la convocation) ou par consultation écrite ou par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle. Elles peuvent s'exprimer aussi par un consentement unanime des associés donné dans un acte.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire de son choix, qui peut ou non être un associé. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat. Toutefois, en cas d'associé unique, celui-ci ne peut déléguer ses pouvoirs.

Les décisions collectives sont prises à la majorité des actions ayant le droit de vote.

Nonobstant ce qui précède, et si la Société comporte plusieurs associés, l'unanimité des associés est requise lorsque l'exige la loi.

19.8.1 Assemblée générale - Forme

L'assemblée générale est convoquée par un demandeur. La convocation est faite par une notification envoyée par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique huit jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique l'ordre du jour. Cependant, lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée générale peut se réunir sans convocation préalable. Le ou les commissaires aux comptes seront convoqués en assemblée générale dans les mêmes conditions que les associés.

L'assemblée générale est présidée par le président de la Société ou, en son absence, par un associé spécialement délégué ou élu à cet effet par l'assemblée.

A chaque assemblée générale est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président de séance et par au moins un associé présent ou le mandataire d'un associé représenté, étant précisé que si le président de séance est associé, il signe seul le procès-verbal.

19.8.2 Consultation écrite - Forme

En cas de consultation écrite (en ce compris toute consultation effectuée par télécopie ou par transmission électronique), le texte des résolutions proposées

PC

ainsi que les documents nécessaires sont adressés par le demandeur à chaque associé et au président si celui-ci n'est pas le demandeur, par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique. Les associés disposent d'un délai minimal de huit jours à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai accordé aux associés pour répondre (s'il n'est pas précisé dans les résolutions, ce délai sera de huit jours) est considéré comme s'étant abstenu. Si les votes de tous les associés sont reçus avant l'expiration dudit délai, la résolution concernée sera réputée avoir fait l'objet d'un vote à la date de réception du dernier vote. Le ou les commissaires aux comptes sont informés, par tous moyens, préalablement à la consultation écrite, de l'objet de ladite consultation.

La décision collective des associés fait l'objet d'un procès-verbal établi et signé par le demandeur auquel est annexée chaque réponse des associés et qui est immédiatement communiqué à la Société pour être conservé dans les conditions visées au § 19.9 ci-après.

19.8.3 Téléconférence téléphonique ou audiovisuelle - Forme

Lors des réunions par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle, les associés et le président, s'il n'est pas le demandeur, sont convoqués par le demandeur par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique deux jours au moins avant la date de la réunion. L'ordre du jour doit être indiqué ainsi que la manière dont les associés peuvent prendre part à la réunion.

Le ou les commissaires aux comptes sont informés de la téléconférence téléphonique ou audiovisuelle dans les mêmes conditions que les associés.

Lorsque les décisions sont prises par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle, le demandeur établit, dans un délai de huit jours, à compter de la téléconférence, le projet de procès-verbal de séance après avoir indiqué :

- l'identité des associés présents ou représentés, en précisant, le cas échéant, les mandats donnés à cet effet. Dans cette hypothèse, les mandats sont annexés au procès-verbal ;
- l'identité des associés absents ;
- le texte des résolutions ;
- le résultat du vote pour chaque résolution.

Le demandeur en adresse immédiatement une copie par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique, à chacun des associés. Les associés ayant pris part à la téléconférence en retournent une copie au président, dans les huit jours, après l'avoir signée, par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique.

7C

A réception des copies signées par les associés, le demandeur établit le procès-verbal définitif. Ledit procès-verbal dûment signé par le demandeur, ainsi que la preuve de l'envoi du procès-verbal aux associés et les copies renvoyées dûment signées par les associés ainsi qu'il est indiqué ci-dessus sont immédiatement communiqués à la Société pour être conservés comme indiqué ci-après.

- 19.9 Les décisions de l'associé ou des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuillets mobiles numérotés. Les copies ou extraits des délibérations sont valablement certifiés par le président ou un représentant autorisé dûment habilité à cet effet.

ARTICLE 20 – INFORMATION DES ASSOCIES

- 20.1 L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des associés sont tenus à la disposition des associés ou de l'associé unique à l'occasion de toute consultation.
- 20.2 Plus généralement, l'associé unique ou les associés auront le droit de consulter, au siège social de la Société, les documents énumérés par l'article L 225-115 du Code de commerce. L'exercice de ce droit de consultation sera cependant soumis aux conditions suivantes : l'associé concerné devra informer la Société, raisonnablement à l'avance, de son intention d'exercer ce droit de consultation et l'exercice dudit droit ne devra pas perturber le fonctionnement de la Société.

ARTICLE 21 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 22 – COMPTES ANNUELS

- 22.1 Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la loi.
- 22.2 A la clôture de chaque exercice, le président établit et arrête le bilan, le compte de résultat et l'annexe conformément à la loi.
- 22.3 L'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, une décision collective des associés statue sur les comptes de l'exercice écoulé chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par une décision de justice.

ARTICLE 23 – AFFECTATION DES RESULTATS

pc

- 23.1 Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice, fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.
- 23.2 Sur le bénéfice de l'année diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.
- 23.3 Le bénéfice distribuable est constitué par les bénéfices de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la loi et des présents statuts et augmenté de tout report bénéficiaire.
- 23.4 Ce bénéfice peut être mis en réserve ou distribué aux associés proportionnellement au nombre d'actions leur appartenant.
- 23.5 L'associé unique ou les associés peuvent décider la distribution des sommes prélevées sur les réserves dont il(s) a(ont) la disposition, étant précisé que les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice, dans les conditions édictées par la loi.
- 23.6 Sauf en cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés ou à l'associé unique lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant de capital effectivement souscrit à la date en question, augmenté des réserves que la loi ou les présents statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après approbation des comptes, reportées à nouveau pour être imputées sur les bénéfices ultérieurs jusqu'à apurement.

ARTICLE 24 – MODALITES DE PAIEMENT DES DIVIDENDES

- 24.1 Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision collective des associés.
- 24.2 La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après clôture de l'exercice, sauf prorogation de ce délai par autorisation de justice.
- 24.3 Toutefois, le président peut décider, s'il le juge opportun, le versement d'un acompte sur dividende dans les conditions prévues à l'article L 232-12 du Code de commerce.

ARTICLE 25 - TRANSFORMATION

PL

La Société peut se transformer en société d'une autre forme selon les règles légales et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 26 – DISSOLUTION ANTICIPEE

La dissolution anticipée de la Société peut être décidée par décision collective des associés ou par l'associé unique, conformément aux dispositions légales et aux dispositions des articles 18 et 19 ci-dessus.

ARTICLE 27 – LIQUIDATION

27.1 Hormis les cas prévus par la loi, la dissolution de la Société entraîne sa liquidation.

27.2 Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par la collectivité des associés aux conditions prévues pour l'approbation des comptes annuels. Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible

L'associé unique ou la collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention "société en liquidation", ainsi que du ou des noms des liquidateurs sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les associés dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

ARTICLE 28 – CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la vie de la Société ou de sa liquidation, soit entre les associés ou l'associé unique et la Société, entre les associés eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou généralement la conduite de l'activité de la Société, sont soumises aux tribunaux compétents.



72